

Coup dur pour les opérations militaires conjointes : le Parlement ougandais bloque le financement

P. 12

ECONEWS

Directeur de Publication : Faustin Kuediasala N° 535 du mercredi 26 au jeudi 27 janvier 2022 Prix : 3.000 FC

Journal en ligne
et Tri-hebdomadaire
d'informations générales

Complexe Nzigi (ex-Muana Nteba),
Local n°50, Kinshasa/Gombe
Tél : +243 81 904 17 63/89 301 93 05
+ 243 903 185 670
E-mail : kuediasala@gmail.com
www.econewsrdc.com
L'info qui fait échos

Etats généraux de la communication et médias

C'est parti pour un «travail de salubrité médiatique» !

P. 2

Dispositif de contrôle des finances publiques

La Cour des comptes au Parlement, l'IGF à la Présidence, la DAC au ministère des Finances

Plus de confusion possible dans le dispositif de contrôle des finances publiques. Si le Parlement s'appuie sur la Cour des comptes dans le suivi des comptes publics et que la Présidence de la République se sert de l'IGF (Inspection générale des finances), le ministère des Finances peut désormais s'appuyer sur la Direction audit et contrôle de gestion (DAC), logée au sein de son administration centrale.

P. 5



PARLONS-EN

Effet boule de neige

ECONEWS

Jamais deux sans trois. C'est le spectacle que nous offre depuis quelques mois les pays de l'Afrique de l'Ouest. En 18 mois, la sous-région a connu trois coups d'Etat, alors qu'elle fait face depuis toujours à un terrorisme qui étend désormais ses tentacules au-delà de la région sahélienne. Le dernier en date est celui intervenu lundi au Burkina Faso où des militaires, encore eux, ont mis fin à la démocratie avec la neutralisation du président Kaboré.

Malgré les menaces de la Cédéao (Communauté de développement des Etats de l'Afrique de...

(Lire page 2)

Félix Tshisekedi, trois ans déjà au pouvoir : plus que deux ans pour convaincre

P. 3

L'Union sacrée de la nation affûte ses armes pour les échéances électorales de 2023

P. 4

Etats généraux de la communication et médias

C'est parti pour « un travail de salubrité médiatique » !

Vingt-six ans après la loi de 1996 organisant la presse en RDC, les professionnels du secteur ont finalement l'occasion, avec l'ouverture mardi à Kinshasa des états généraux de la communication et médias, de passer au scanner leur profession. Avec la percée de Nouvelles techniques de la communication et de l'information qui ont fondamentalement bouleversé la donne, les médias congolais sont appelés à s'adapter pour ne pas être emporté par le vent de la modernité. Présent à l'ouverture de ces assises, le Chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, pense que ce forum offre une belle opportunité pour les professionnels des médias de procéder à un «travail de salubrité médiatique». Il attend dès lors les conclusions de ces assises, prévues vendredi, pour accompagner les médias dans cette grande mutation.

ECONOMICS

Journalistes clochardisés, organes de presse en faillite déguisée et des «moutons noirs» dans la profession. Le mode médiatique congolais est en crise. Un travail de fond s'impose pour permettre aux médias de jouer véritablement leur rôle de « 4^{ème} pouvoir » et de ferment de la démocratie.

Depuis mardi, les professionnels des médias sont conviés aux états généraux de la communication et médias pour placer de nouvelles balises à une profession en perte de vitesse. Après les derniers états généraux de 1995, la presse est appelée à se réformer pour s'adapter à la révolution numérique. Bien plus, elle doit se battre pour sa survie. Le thème choisi : «*Les médias congolais : quelles perspectives à l'ère du numérique et des enjeux et défis du développement durable*», témoigne de toute la portée de ces assises.

Pour Patrick Muyaya Katembwe, ministre de la Communication et Médias, principal artisan de cette rencontre, c'est le moment de réfléchir sur la reconfiguration de l'écosystème des médias congolais en définissant non seulement un nouveau cadre organisationnel, mais aussi aménager des garde-fous pour éviter toute intrusion dans la profession par des gens se réclamant professionnel des médias sans titre ni qualité.

En réalité, ces états généraux ont pour finalité de jeter un regard rétrospectif sur les pratiques de la presse et de la régulation des médias, et de dégager les perspectives d'avenir au moyen d'un dialogue proactif et inclusif entre les parties prenantes.

Pour le président Tshisekedi, c'est le moment de procéder à un «*travail de salubrité médiatique*» pour élarger de la pression toutes les brebis galeuses qui en terrissent l'image. Les attentes de ces assises, le Président de la République a dit accorder une oreille attentive aux résolutions qui sortiront de ce forum. Il s'agit, selon lui, d'établir

un nouveau partenariat entre les autorités congolaises et la presse, gardien de la démocratie.

«*Je suis conscient de vos difficultés qui sont inhérentes au contexte économique général du pays. La pauvreté des médias est l'une des formes les plus dangereuses de la pauvreté parce qu'elle empêche les populations d'être pleinement informées de la marche de leur pays et du monde. Je serai heureux de connaître les conclusions de vos échanges sur la viabilité économique des médias et nous verrons dans la mesure du possible comment nous pouvons nous impliquer pour relever ensemble ces défis et avoir des médias puissants capables de mieux nous accompagner dans la marche pour le changement de narratif en République Démocratique du Congo*», a déclaré le Chef de l'Etat.

La démocratie ne peut pas vivre sans une presse libre et véritablement responsable. Félix Tshisekedi ne pense pas se dérober de cet engagement, du reste, inscrit dans son combat politique.

«*Je ne terminerai pas mon adresse sans vous exhorter à nous accompagner avec la distance critique qui est la vôtre dans nos efforts pour le redressement de notre cher et beau pays. Devenez nos alliés dans la lutte contre les antivaleurs, notamment dans la dénonciation du tribalisme, népotisme, trafic d'influences, de la corruption. Le développement de la République Démocratique du Congo, notre maison commune, est en effet l'affaire de nous tous. Il ne saurait y avoir les acteurs d'un côté et les spectateurs de l'autre*», a indiqué Félix Tshisekedi.

«*Il est temps d'écrire une nouvelle page des médias congolais*», exhorte le Chef de l'Etat, comptant sur l'engagement sur la remise en cause, principale motivation de ces états généraux.

POUR UN NOUVEAU DÉPART

Bien avant le Président de

la République, Patrick Muyaya est revenu sur les principaux défis qui s'impose au monde des médias à l'heure du numérique. Ces assises marquent «*l'amorce du changement de l'écosystème de nos médias. C'est un jour historique pour la presse. Parce qu'il arrive près de trois décennies plus tard pour réunir à nouveau tous les acteurs de l'écosystème médiatique afin d'évaluer le chemin parcouru et scruter l'avenir avec des idées d'ensemble*».

De l'avis du ministre Muyaya, ce jour tant attendu, «*Je voudrais saluer la résilience dont vous faites montre et votre engagement à continuer d'informer notre peuple. J'ai l'avantage d'être un des vôtres. J'espère que nous saisissons tous cette opportunité pour qu'ensemble, au-delà des défis indiqués ci-haut, nous puissions définir les lignes qui vont révolutionner notre secteur*», a-t-il indiqué.

Journaliste de formation, Patrick Muyaya n'est pas étranger au calvaire de sa profession. «*Je voudrais saluer la résilience dont vous faites montre et votre engagement à continuer d'informer notre peuple. J'ai l'avantage d'être un des vôtres. J'espère que nous saisissons tous cette opportunité pour qu'ensemble, au-delà des défis indiqués ci-haut, nous puissions définir les lignes qui vont révolutionner notre secteur*», a-t-il indiqué. Avant de lancer son appel : «*Autant vous avez, en tant que quatrième pouvoir, des droits qui méritent d'être protégés, autant vous avez des devoirs éthiques et déontologiques à respecter dans l'exercice de ce noble métier. Dans cet environnement médiatique à assainir, il vous revient de vous distinguer professionnellement pour accompagner utilement la mise en œuvre des réformes*».

Et de lancer un appel aux institutions politiques pour accompagner la presse dans ce travail de rénovation : «*Une chose est d'organiser ces assises et d'en dégager des recommandations, mais une autre et plus importante est celle de leur mise en œuvre. Je voudrais ici compter sur la contribution de notre Parlement, ici représenté par les Présidents des deux Chambres, pour la programmation et l'examen, au cours la prochaine session ordinaire, des textes législatifs qui sortiront de ces assises pour nous permettre de rattraper le temps en engageant des réformes*».

C'est le vendredi 28 janvier 2022 que se clôtureront ces états généraux par une série de résolutions qui porteront sur : les propositions des réformes pertinentes touchant au régime juridique des médias en général, et de la presse en ligne, en particulier; le statut du journaliste; la dépenalisation des délits de presse qui pourra être précédée d'un moratoire dont les modalités d'encadrement fera l'objet d'une concertation entre le Gouvernement et les organisations professionnelles; la modernisation des médias publics; et enfin les défis de la presse congolaise en pleine révolution numérique.

«*Dans cette assemblée que nous avons voulu représentative, nous nous donnons pour mission de rattraper l'évolution du temps et d'être en mesure de baliser la voie pour l'avenir de ce métier en constante progression*».

Loin d'un effet de mode, Patrick Muyaya reste convaincu que «*la tenue de ces états gé-*

«*Je voudrais saluer la résilience dont vous faites montre et votre engagement à continuer d'informer notre peuple. J'ai l'avantage d'être un des vôtres. J'espère que nous saisissons tous cette opportunité pour qu'ensemble, au-delà des défis indiqués ci-haut, nous puissions définir les lignes qui vont révolutionner notre secteur*», a-t-il indiqué.

«*Dans cette assemblée que nous avons voulu représentative, nous nous donnons pour mission de rattraper l'évolution du temps et d'être en mesure de baliser la voie pour l'avenir de ce métier en constante progression*».

«*Je voudrais saluer la résilience dont vous faites montre et votre engagement à continuer d'informer notre peuple. J'ai l'avantage d'être un des vôtres. J'espère que nous saisissons tous cette opportunité pour qu'ensemble, au-delà des défis indiqués ci-haut, nous puissions définir les lignes qui vont révolutionner notre secteur*», a-t-il indiqué.

«*Je voudrais saluer la résilience dont vous faites montre et votre engagement à continuer d'informer notre peuple. J'ai l'avantage d'être un des vôtres. J'espère que nous saisissons tous cette opportunité pour qu'ensemble, au-delà des défis indiqués ci-haut, nous puissions définir les lignes qui vont révolutionner notre secteur*», a-t-il indiqué.

PARLONS-EN

Effet boule de neige

(Suite de la Une)

...l'Ouest), après les coups d'Etat de la Guinée et du Mali, les militaires de l'Afrique de l'Ouest ont choisi la voie des armes pour accéder au pouvoir.

Après le Mali, la Guinée et le Burkina Faso, à qui le prochain? C'est la question qui taraude les esprits. Dans la sous-région, la peur hante les esprits. Et personne ne sent dès lors protéger, tout pouvant arriver. Et à tout moment d'ailleurs.

Pour le cas spécifique du Burkina Faso, le régime Kaboré ne résistait plus qu'à une corde raide, tant la protestation allait crescendo, avec une population et une armée qui ne croyaient plus en l'efficacité de l'action publique. Malgré le sursis, le président Kaboré n'a pas eu le temps de se ressaisir, avant d'être chassé du pouvoir lundi par des militaires «révolutionnaires».

A Ouagadougou, c'est le retour à la case départ. Comme en 1983 avec le coup d'Etat menée par Thomas Sankara, avant qu'il ne soit renversé à son tour en 1987 par Blaise Compaoré.

Que retenir de ce syndrome de coup d'Etat qui envahit l'Afrique de l'Ouest ?

A première vue, ces coup d'état en série est le fait d'une rupture entre le pouvoir et son peuple. C'est aussi la preuve de la naïveté des dirigeants de la Cédéao qui font preuve d'une lecture erronée des faits. Comment comprendre que la même Cédéao reste muette quand certains chefs d'Etat tripartoutient pour brouiller le jeu démocratique, mais qu'elle soit curieusement la première à lever la voix lorsque l'un des leurs est chassé du siège présidentiel par des voix non démocratiques.

La Cédéao doit se poser bien des questions. Il est temps qu'elle change sa perception des faits pour ne pas élargir davantage le fossé avec le peuple de la région. Il faut désormais craindre un effet boule de neige dans une région plus que jamais exposée au variant «Goïta», avec cette vague de coup d'Etat parti de la Guinée d'Ibrahim Boubacar Keita, avant d'atteindre la Guinée, puis le Burkina Faso. Qui est le prochain sur la liste ? Suspense !

Félix Tshisekedi, trois ans déjà au pouvoir : plus que deux ans pour convaincre

Plus que deux ans ! C'est le temps que dispose le Chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, avant la reddition des comptes fin décembre 2023 par la voie des urnes. En trois ans d'exercice d'un pouvoir qu'il a inauguré en s'imposant une coalition atypique avec le FCC (Front commun pour le Congo), Félix Tshisekedi est passé par plusieurs épreuves avant de réussir son dribble politique en inversant les rapports des forces dans les deux chambres du Parlement. Si les avis sont partagés sur son bilan à mi-parcours, certains y voyant un verre à moitié vide là où d'autres voient un verre à moitié plein, le Président de la République a néanmoins deux ans pour colmater les brèches et, enfin, donner un réel contenu à son quinquennat.

HUGO TAMUSA

Pour le Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi, 2021 aura été l'année de l'émancipation. Après deux ans d'une laborieuse cohabitation avec son prédécesseur, Joseph Kabila, il est parvenu à renverser la majorité à son avantage. Depuis avril 2021, c'est avec le Gouvernement issu de sa nouvelle coalition, l'Union sacrée pour la nation (USN), qu'il poursuit un triple objectif : rattraper le temps perdu par ces deux années de coalition, étoffer son bilan économique, diplomatique et sécuritaire, et, surtout, préparer la conquête du second mandat auquel il s'est déjà déclarée candidat. «*Et les deux années qui le séparent des prochaines échéances électorales seront loin d'être un long fleuve tranquille*», commente Jeune Afrique.

Candidat à sa propre succession – en tout cas il n'en fait aucun mystère – Félix Tshisekedi s'attèle à donner un nouvel élan à son quinquennat. Ainsi, des programmes et projets autrefois pilotés depuis son cabinet de la Présidence de la République ont été ramenés dans le giron du Gouvernement sous la coordination du Premier ministre. Le plus en vue est ce Programme de développement de 145 territoires pour lequel le Chef de l'Etat pense injecter plus d'un milliard de dollars US pour un développement à partir de la base.

Le défi est grand, mais

Félix Tshisekedi a nettement appris de ses erreurs du passé, en rapport particulièrement avec le programme, dit de 100 jours, et, tout récemment le projet «*Tshilejelu*» qui s'est révélé, par la suite, comme un tonneau de Danaïdes – des millions USD étant partis en fumée.

Avec le programme de développement de 145 territoires, le Président de la République veut faire les choses autrement. Sur le plan politique, ce programme passe pour une bouée de sauvetage pour le faire remonter dans les sondages, nettement en sa défaveur. Réussir le programme de 145 territoires, c'est le nouveau pari du Chef de l'Etat. Son quinquennat en dépend. Il le sait.

Pour ce faire, il ne dispose plus que de deux ans pour se relancer. A ce propos, il jouit d'une bonne marge de manœuvre pour y arriver. Avec une majorité confortable au Parlement et un Gouvernement qui l'obéit au doigt et à l'oeil, il sait tout aussi qu'il n'aura droit à aucune excuse.

Après une année marquée par la rupture de son alliance avec Joseph Kabila, Félix Tshisekedi va devoir étoffer son action s'il veut être réélu.

RATTRAPER LE TEMPS PERDU

En 2023, les élections auront lieu. Félix Tshisekedi a promis de se plier à cette exigence constitutionnelle. Après des mois de controverse, Tshisekedi a finalement donné feu vert au nouveau bureau de la Céni.



Malgré un mauvais départ dans la mise en place du nouveau bureau de la Céni (Commission électorale nationale indépendante), il n'y a pas de doute sur la tenue, dans le délai constitutionnel, des élections de 2023.

Reçu récemment par le Chef de l'Etat, le tout nouveau président de la Centrale électorale avait d'ailleurs réaffirmé ce principe, rappelant aux uns et aux autres que son institution s'attèle déjà à rattraper le temps perdu pour être au rendez-vous en 2023.

Pour le Président de la République, le rappel de la Céni est à la fois une interpellation et une sonnette d'alarme pour donner plus de consistance à son mandat.

En 2023, lorsque viendra le moment de se représenter devant le peuple, le Président de la République sera seul. Il sera, à ce titre, le premier comptable de son bilan. C'est cela aussi la particularité de l'architecture institutionnelle congolaise.

Elu au suffrage direct dans une présidentielle à un seul tour, le Président de la République n'est pas cependant redevable devant l'Assemblée nationale. Seul le Premier ministre l'est devant la chambre basse du Parlement qui investit le Gouvernement

après approbation de son programme.

Vu sous cet angle, c'est le Premier ministre qui est censé rendre compte de sa gestion quand arrive le moment du bilan. En RDC, c'est tout autre. C'est au Président de la République qu'on réclame des comptes, chaque fois qu'il s'agit de solliciter le suffrage populaire au cours d'une présidentielle. C'est à cet exercice que se pliera Félix Tshisekedi en 2023.

Sur ce point précis, il n'y a point de doute possible. Car, sur sa prochaine candidature, le Chef de l'Etat n'entretient aucun mystère. Candidat en 2023, il le sera. Avec quel bilan ? C'est la grande inconnue.

Dans ce registre particulier, Félix Tshisekedi ne donne plus d'assez de temps. Sur ce compteur, il ne lui reste plus que deux ans. Deux ans pour convaincre.

En décembre dernier, Félix Tshisekedi s'est adressé à son peuple devant les deux chambres du Parlement réunies pour décliner la nouvelle trajectoire de ces deux prochaines années. Plus de temps à perdre. Car, en 2023, lorsque le peuple lui demandera des comptes, aucune excuse ne lui sera accordée.

DES POINTS QUI ONT MARQUÉ

Selon le Sondage Les points, Félix Tshisekedi a marqué des points sur deux actions majeures, à savoir l'augmentation du budget de l'Etat pour l'exercice 2022 et la lutte contre la corruption à travers l'Inspection générale des finances (IGF). Mais, les attentes sont encore nombreuses, note l'enquête. Il y a notamment la situation sécuritaire précaire qui règne dans la partie Est de la République Démocratique du Congo, malgré la proclamation de l'état de siège qui se trouve déjà à sa quinzième prolongation.

Dans une tribune publiée dans le journal belge Le Soir, Colette Braeckman parle d'un «*bal des chauves*» qui régnerait à Kinshasa au sein de la majorité au pouvoir. «*Il y a trois ans, le 24 janvier, Félix Tshisekedi accédait à la présidence de la République. Alors que se rapproche déjà la prochaine échéance électorale, c'est l'heure d'un premier bilan et il n'est guère encourageant*», note-t-elle.

Bref, il y a de grands défis que le Chef de l'Etat doit encore relever. Et décidément, le temps ne joue plus en sa faveur. C'est une course contre la montre qui est engagée. Plus que deux ans pour convaincre.

Félix Tshisekedi : des réalisations tangibles en trois ans !

Trois années se sont écoulées depuis que le Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, avait pris les rênes du pouvoir, succédant ainsi à Joseph Kabila Kabange. Ce fut un certain 24 janvier

2019. Le passage de témoin entre les deux hommes hissait le pays dans une nouvelle ère pleine de promesses et chargée d'heureuses perspectives.

Félix Tshisekedi, cinquième président d'après indépendance, incarnait alors

l'espoir de tout un peuple. Dès l'entame de son mandat, il a prôné la réconciliation des âmes et des esprits avec, à la dé, une détermination inégalable de forger un Congo uni.

La cohésion sociale, il en a fait son cheval de

bataille. Sous sa férule, des prisonniers politiques et d'opinion ont recouvré leur liberté, de même que ceux qui étaient forcés à l'exil par le régime précédent. Cette ouverture politique, soutenue par la vision d'un Etat de

droit censé garantir les libertés individuelles et la pluralité des opinions conformément à la Constitution, avait laissé libre cours à l'expression démocratique dans un pays

(Suite à la page 7)

L'Union sacrée de la nation affûte ses armes pour les échéances électorales de 2023

Tous les présidents et leaders des regroupements politiques, membres de l'Union sacrée de la Nation, se sont retrouvés autour de chefs des institutions de la République pour échanger sur la marche passée et présente de leur plate-forme politique. Ils ont également dû se projeter dans l'avenir pour voir de quelle manière préparer et gagner haut la main, à tous les niveaux, les joutes électorales de 2023.

O. Dioso

Les leaders des regroupements politiques, membres de l'Union sacrée de la Nation (USN), plate-forme qui soutient la vision du Président de la République, Félix - Antoine Tshisekedi Tshilombo, se sont réunis, lundi 24 janvier dernier, autour de chefs des institutions de la République. C'était à l'occasion du troisième anniversaire de l'alternance pacifique du pouvoir en RD Congo. Cérémonie au cours de laquelle ils ont profité pour se souhaiter mutuellement les vœux de Nouvel an 2022. Cadre : Fleuve Congo Hôtel à Kinshasa.

Ils ont saisi cette opportunité pour évaluer le chemin parcouru depuis l'avènement à la tête de l'État congolais du Chef de file de leur famille politique, le Président Félix-Antoine

Tshisekedi Tshilombo. Aussi ont-ils procédé à l'adoption d'un calendrier de travail pour bien assurer un avenir réussi à cette plate-forme politique. L'ancien porte-parole du Gouvernement du Front commun pour le Congo (FCC) dirigé par Ilunkamba, président national de la Convention des Congolais unis (CCU), Lambert Mende Omalanga, l'a fait savoir à la presse au sortir de cette rencontre, signale la Cellule de communication de la Primature.

Ce calendrier de travail concerne également « *les autres points d'actualité politique brûlante* », a-t-il précisé. Avant de faire remarquer que « *des réunions de cette nature vont se poursuivre dans les jours qui viennent* ». Et de renchérir : « *Vous serez informés au fur et à mesure que les résolutions seront adoptées par les responsables de*



L'Union sacrée de la Nation qui se met déjà en ordre de bataille

l'Union sacrée de la Nation ». Tout en insistant sur le fait qu'« *il n'y a rien qui se fait au hasard* », la date du 24 janvier étant celle de l'anniversaire qui fait partie de cette rencontre pour faire le point en famille.

ATTACHEMENT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

En effet, a poursuivi Lambert Mende, la cérémonie a coïncidé avec l'an trois, jour pour jour, depuis la première alternance pacifique et civile du pouvoir en République Démocratique du

Congo. Sans occulter le fait que neuf mois se sont déjà écoulés depuis que le Gouvernement issu de cette coalition a été investi par le Parlement.

Comme on le voit, les membres de l'USN ont mis à profit cette rencontre pour passer en revue, très brièvement, et analyser la situation politique du moment. Il a été convenu, note la Cellule de communication de la Primature, qu'après avoir analysé brièvement ce qui se passe maintenant dans le pays, les chefs des regroupements politiques de l'Union sacrée de la Nation « *puissent*

se décider d'exprimer, en cette circonstance, leur attachement au Président de la République, Chef de l'État et fondateur de l'Union sacrée de la Nation, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, à qui ils ont souhaité également les vœux de bonheur, de prospérité, de longévité, et de succès pour l'an 2022 ».

Ont été présents à cette rencontre, le président de l'Assemblée nationale, Christophe Mboso N'Kodia Mpwanga, le président du Sénat, Modeste Bahati Lukwebo, et le Premier ministre, Jean-Michel Sama Lukonde. Et, aux côtés de chefs des institutions, indique la source, on a remarqué la présence de grandes figures et leaders de toutes les formations politiques de l'Union sacrée de la Nation, notamment Jean-Pierre Bemba Gombo du Mouvement de libération du Congo (MLC), Olivier Kamitatu représentant d'"Ensemble pour la République" de Moïse Katumbi, Willy Makiashi du Parti lumumbiste unifié (PALU) ainsi que Augustin Kabuya de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS). Sans oublier tant d'autres leaders membres de l'USN.

Nord-Kivu : face aux tueries en série, la jeunesse de Beni exige la fin de l'état de siège

T. MASIALA

La jeunesse du territoire de Beni au Nord-Kivu exige la fin de l'état de siège instauré depuis mai 2021 par le Chef de l'État, Félix-Antoine Tshisekedi, dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri. Pour ce faire, la ville de Beni, précisément la commune de Mulekera, s'est réveillée, le lundi 24 janvier 2022, sous une forte tension. Des échauffourées ont opposé les forces de l'ordre congolaises aux jeunes manifestants en colère qui exigeaient la fin de l'état de siège. Bilan : un mort et plus de trente personnes interpellées.

Neuf mois après l'instauration de l'état de siège au Nord-Kivu et en Ituri, la population de ces deux provinces du Nord-Est de la République Démocratique du Congo (RDC) n'est pas satisfaite des opérations menées jusque-là. Des jeunes, pour la plupart appartenant à des mouvements citoyens et groupes de pression, ont programmé de manifester leur indignation

dans les rues de la ville.

Seulement, dans leur mission de maintien de l'ordre public, la Police nationale congolaise et même les Forces armées de la RDC (FARDC) ont déployé, dès la nuit de dimanche à lundi 24 janvier 2022, un important dispositif sécuritaire aux endroits chauds et sur certaines artères des quartiers tel que Macampagne, Kanzulnzuli, Butsili, Kalinda et Kangayembi afin de décourager et de contenir toute tentative de manifestation.

UN MILITANT DE LA LUCHA FAUCHÉ

Malgré cela, tôt le matin du 24 janvier, l'artère principale de la ville de Beni a été barricadée par des jeunes manifestants en colère. Pour disperser les manifestants, la Police et les FARDC ont fait usage de gaz lacrymogènes et de balles réelles qui ont causé la mort du jeune Ushindi Mumbere, troisième militant du mouvement citoyen "Lucha" à perdre la vie dans les mêmes circonstances depuis novembre 2019.

Il a été lâchement abattu par un élément de la Police nationale congolaise en lui logeant une balle à la hanche.

« *Notre frère Ushindi vient de décéder après avoir reçu une balle tirée par un élément des forces de l'ordre qui reste inconnu jusqu'à présent. Il a été acheminé urgemment aux soins à l'ISTM/Kibango dans la commune de Mulekera où il est mort de suite à ses blessures* », a indiqué la sœur de la victime, Masika Françoise, contactée par 7sur7.cd. Le responsable de la morgue, Jonh Muhotolo, l'a confirmé : « *Je confirme l'arrivée du corps du jeune garçon Ushindi Mumbere à la morgue de l'hôpital général de référence de Beni. Agé d'une vingtaine d'années, il est décédé à la structure de l'ISTM Kibango* ».

La semaine dernière, le même scénario a été vécu à Goma dans la même province du Nord-Kivu. La jeunesse de cette ville, située à 242 km de Beni, avait occupé les rues de la ville pour mani-

fester leur indignation, toujours pour le même motif : l'insécurité grandissante dans les grandes villes.

L'ÉTAT DE SIÈGE A MONTRÉ SES LIMITES

L'état de siège n'apporte pas de solutions durables, pense la population de ce coin du pays. L'insécurité bat toujours son plein à Goma, à Beni et en Ituri, pourtant sous état de siège.

Après presque huit mois d'opérations sur le terrain, cette mesure, qui a montré ses limites, n'a plus sa raison d'être au vu de maigres résultats récoltés. Il faut tout simplement y mettre fin, suggère-t-elle.

Les autorités, qui n'ont pourtant aucune autre alternative, ne peuvent pas imaginer qu'il soit mis un terme à cet état de siège, cher au Chef de l'État, Félix Tshisekedi, qui a promis de mettre fin à l'insécurité qui s'est installée depuis plus de vingt ans dans cette région. Et cela avant la fin de son quinquennat. La tâche paraît ardue et le chemin reste

long, à voir l'évolution des choses. En dépit de cela, le Président de la République, commandant suprême des forces armées, ne ménage aucun effort pour honorer sa promesse de pacification de l'Est de la RDC.

Pour renforcer les opérations déjà en cours, de nouvelles stratégies sont en train d'être envisagées pour mettre définitivement fin à l'insécurité chronique. C'est dans ce cadre que les responsables des forces engagées dans les opérations militaires dans la région de Beni se sont réunis le samedi 22 janvier dernier à Kamanga, chef-lieu de la chefferie de Watalinga dans le territoire de Beni. Ils ont statué sur la responsabilité de chaque armée afin de bien évoluer avec les opérations contre tous les groupes armés dans la région dont les rebelles ougandais de l'Alliance des forces démocratiques (ADF).

Pour sa part, la population est impatiente de voir le retour imminent de la paix dans les deux provinces sous état de siège. Sinon, c'est « *la fin de l'état de siège* » qui doit être envisagée.

Dispositif de contrôle des finances publiques

La Cour des comptes au Parlement, l'IGF à la Présidence, la DAC au ministère des Finances

Plus de confusion possible dans le dispositif de contrôle des finances publiques. Si le Parlement s'appuie sur la Cour des comptes dans le suivi des comptes publics et que la Présidence de la République se sert de l'IGF (Inspection générale des finances), le ministère des Finances peut désormais s'appuyer sur la Direction audit et contrôle de gestion (DAC), logée au sein de son administration centrale. Par un arrêté signé en octobre 2021, le ministre des Finances, Nicolas Kazadi Kadima-Nzuzi, a doté la DAC de nouvelles attributions qui lui donnent les prérogatives d'exercer toutes les procédures de contrôle des comptes du pouvoir central à travers la République. Désormais, l'Etat a opté pour un contrôle à trois niveaux de ses finances publiques : Cour des comptes, l'IGF et la DAC.

F.K.

Chargé de la mobilisation des recettes publiques, il n'était pas approprié que le ministère des Finances ne dispose d'aucune structure de contrôle des finances publiques. Si, dans le temps, le ministère des Finances se servait de l'Inspection générale des finances (IGF) pour cette tâche, depuis le passage sous pavillon de la Présidence de la République de cette structure de l'Etat, le ministère des Finances a été dépourvu d'une structure ayant le plein pouvoir dans le contrôle des finances publiques. Un vide que le ministre des Finances,

Nicolas Kadima-Nzuzi, vient de pallier par la signature, le 28 octobre 2021, de l'arrêté portant «attributions de la Direction audit et contrôle de gestion» (DAC).

De manière claire et précise, l'arrêté donne à la DAC le pouvoir de : «élaborer des propositions de solution susceptibles de limiter la vulnérabilité des processus mis en œuvre par le ministre des Finances; contribuer à l'examen des performances dans la gestion des programmes sectoriels; effectuer le contrôle de l'exécution du budget du ministère des Finances; effectuer le contrôle des comptes du pouvoir central à



travers la République; assurer l'exploitation des rapports de mission et veiller à leur conservation».

DES PRÉROGATIVES CLAIREMENT DÉFINIES

En dehors de ses attributions, en particulier celle du contrôle des comptes de l'Etat sur l'ensemble du territoire national, la DAC, en sa qualité d'organe de contrôle administratif et structure d'appui à la gouvernance, a été renforcée par l'arrêté ministériel portant son organisation et son fonctionnement.

L'article 2 de l'arrêté du ministre des Finances précise, à ce sujet, que : « Pour son fonctionnement, la Direction

audit et contrôle de gestion est administrativement sous l'autorité du secrétaire général aux Finances. Sur le plan organisationnel et technique, et en sa qualité de structure d'appui à la gouvernance, la DAC est sous l'autorité directe du ministre ayant les finances dans ses attributions qui, en sa qualité de régulateur de la trésorerie, lui confère des missions, conformément à l'article 106 de la loi n°11/011 du 13 juillet 2011 relative aux finances publiques».

L'article 8 du même arrêté est encore plus explicite en spécifiant : « Sur l'initiative du ministre ayant les finances dans ses attributions, la Direction audit et contrôle de gestion exécute les enquêtes et

les missions d'audit et de contrôle de gestion, de vérification ou de contre-vérification et de surveillance de toutes les opérations financières, en recettes et en dépenses ainsi que du patrimoine du pouvoir central».

Pour assurer leur efficacité sur le terrain, l'article de l'arrêté du 28 octobre 2021 rappelle : « Les auditeurs et contrôleurs des Finances sont tenus de prêter serment, conformément à la loi, devant l'officier du ministère public pour être revêtus de la qualité d'Officier de police judiciaire en matière de finances publiques».

L'article 11 va plus loin en précisant que : « Les auditeurs et contrôleurs des finances peuvent être aussi requis par toute autre autorité compétente pour exécuter au nom et pour le compte du service concerné, les missions énumérées à l'article 8 du présent arrêté».

Voilà qui met fin à toute confusion autant avec les magistrats de la Cour des comptes que les inspecteurs des finances de l'IGF. A l'instar de la Cour des comptes et de l'IGF, les acteurs et bénéficiaires de fonds publics devraient compter sur la DAC.

Selon l'Indice de perception de la corruption 2021 de Transparency International

La RDC dans le top 20 des pays les plus corrompus au monde

Transparency International a publié le 25 janvier 2022 le rapport de l'Indice de Perception de la Corruption pour l'année 2021 dans une situation liée à la Covid-19 partout au monde.

Ce rapport épingle le lien entre la corruption et la promotion des droits humains ainsi que la promotion de la démocratie partout au monde.

Le rapport de l'Indice de Perception de la Corruption démontre que les 20 pays les plus corrompus au monde sont aussi les pays où les droits humains et la démocratie sont en danger. C'est le cas de la République Démocratique du Congo qui atteint le score de 19% et se trouve dans les 20 pays les plus corrompus au monde.

Depuis l'arrivée du Président Félix Tshisekedi au pouvoir, il a pris l'engagement devant le peuple congolais de lutter contre la corruption sous toutes ses formes.

Cet engagement a été matérialisé par la création de l'Agence de Prévention et de

lutte contre la Corruption en 2020 et la nomination de ses animateurs.

Malgré le discours, la grande majorité des Congolais estiment que la corruption a augmenté et les efforts du Président de la République restent mitigés car ceux qui devraient l'aider à lutter contre ce fléau sont non seulement inactifs, mais plongés eux-mêmes dans la corruption.

La Licoco constate effectivement que la corruption généralisée en République Démocratique du Congo anéantit les efforts de promotion des droits humains et met en danger la démocratie. C'est notamment le cas de l'actuelle majorité parlementaire qui a été soupçonnée d'avoir été créée sous les pratiques supposées de corruption. Une telle majorité parlementaire, ne peut jamais contribuer au développement du pays.

La République Démocratique du Congo ne peut jamais se développer si les hommes politiques, toutes tendances confondues, ne

luttent pas efficacement contre la corruption.

L'Indice de Perception de la Corruption publié ce 25 janvier 2022 doit interpellé toute la classe politique pour qu'elle agisse et accompagne le Président de la République dans ses efforts de lutte contre la corruption.

De tout ce qui précède et vu l'urgence, la Licoco recommande :

1. Au Président de la République

-De renforcer l'Agence de Prévention et de lutte contre la Corruption en nommant des personnes ayant l'expérience pour vous accompagner dans la lutte contre la corruption;
-De demander à chaque ministère d'adopter un plan stratégique de lutte contre la corruption et ses mesures d'application

2. Au Premier ministre

- D'allouer des moyens financiers suffisants à l'APLC et aux autres structures de lutte con-

tre la corruption afin d'être plus active et accompagner efficacement le Président de la République dans les efforts qu'il mène pour combattre ce fléau

-De signer des accords de coopération avec d'autres pays dans la lutte contre la corruption;

-D'utiliser les données de l'IPC pour amorcer des formes structurelles et institutionnelles.

3. Au Pouvoir judiciaire

- De mettre en place une stratégie sectorielle de lutte contre la corruption;

-De travailler pour le renforcement des capacités des OPJ, juges et magistrats dans la lutte contre la corruption;

-De sanctionner sans complaisance les auteurs de la corruption et faits assimilés;

-De mettre en place un mécanisme de contrôle interne sur les dossiers de corruption et faits assimilés traités par différentes juridictions de l'ordre judiciaire et sanctionner ceux qui sont complices des corrompus et des corrupteurs

4. Au Parlement

-De voter en urgence les propositions de lois qui sont en souffrance, notamment la proposition de loi portant réforme du code pénal, la proposition de loi portant réforme de la loi sur le blanchiment des capitaux et financement de terrorisme, la proposition de loi portant sur l'accès à l'information publique, etc.

-De renforcer le mécanisme de contrôle parlementaire et sanctionner ceux qui sont coupable des actes de corruption et faits assimilés

La Licoco estime que l'Indice de Perception de la Corruption publié par Transparency International démontre à tous les Congolais que la question de la corruption doit être une priorité pour nous tous afin de promouvoir les droits humains et la démocratie en République Démocratique du Congo.

FAIT À KINSHASA, LE 25
JANVIER 2022
POUR LA LICOCO
ERNEST MPARARO

Etats généraux de la communication et médias : arrêt sur images



Félix Tshisekedi : des réalisations tangibles en trois ans !

(Suite de la page 6)

où l'unilatéralisation des vues était la règle.

En sus, une opposition très critique dont les témoins versaient parfois dans la demesure et l'exagération tenait la dragée haute face à un pouvoir qui lui avait donné sa place. Une opposition toujours à l'affût de la moindre bavure policière et cherchant constamment à pousser les forces de l'ordre à la faute lors des manifestations publiques pour crier à la violation des droits de l'Homme qui, pourtant, constituent un des piliers d'actions du quinquennat de Félix Tshisekedi.

DES SIGNAUX ÉVOCATEURS

Qu'à cela ne tienne. Les premiers signaux émis par Félix Tshisekedi dès la première année de son quinquennat étaient positifs et donnaient la mesure du grand rêve qu'il nourrit pour le Congo. Dégel des relations diplomatiques entre la RDC et la Belgique, réouverture de la Maison Schengen, baisse du prix du passeport congolais qui est passé de 250 dollars Us à 99 dollars us etc. Au plan politique, Félix-Antoine Tshisekedi dont la marge de manœuvre était réduite, a voulu se donner les moyens de son action via un rééquilibrage des forces. Cela devrait impérativement passer par l'appropriation d'une majorité parlementaire. Ce qui fut fait.

Le ralliement massif des députés et sénateurs à l'Union sacrée de la nation sur fond d'une reconfiguration de l'architecture parlementaire lui a finalement donné les coudees franches pour mener à bien ses Programmes de reconstruction, lesquels ont beaucoup souffert des contraintes de la coalition FCC-CACH de triste mémoire.

Ce qui a fait que le vaste chantier de reconstruction du pays lancé à travers plusieurs projets d'infrastructures puisse bénéficier d'une nouvelle dynamique cimentée par une volonté renouvelée à faire bouger les lignes. Le domaine des transports et voies de com-

munication reflète mieux ce changement de paradigme au regard de différents projets initiés dont certains sont déjà en cours de finalisation.

En matière de développement des infrastructures routières par exemple, l'on citera, entre autres, le bitumage de 86 km du tronçon de la Route Kolwezi-Dilolo, le bitumage du tronçon Boma-Moanda, le bitumage de 140 km entre Kasumbalesa et Sakanya, le bitumage du tronçon Tshikapa-Kamuesha, la construction d'un nouveau pont, long de 160 mètres, sur la rivière Kasai à Tshikapa, la réhabilitation de l'hôpital Sendwe à Lubumbashi, la construction du pont Lubuya et Lubunga à Kisangani (la liste est loin d'être exhaustive).

Le vaste programme de réhabilitation et de la modernisation de la voirie urbaine (Tshilejelu) n'est pas en reste quand bien même il est sujet à controverse quant à la gestion et l'affectation des fonds y alloués par l'Exécutif national.

Tous ces efforts de modernisation du pays devraient se poursuivre en 2022 avec notamment le lancement de plusieurs autres projets dont la construction du Port en eaux profondes de Banana, sans oublier, le programme de développement de 145 territoires en chantier.

LA GRATUITÉ SCOLAIRE, UN PARI GAGNÉ

Dans le domaine du transport aérien, Félix Tshisekedi s'est investi en 2021 dans la modernisation de la tour de contrôle de l'aéroport international de Goma, mais aussi, des aéroports internationaux de Lubumbashi, de Kisangani et de Kolwezi, de même que la réhabilitation, le renforcement et l'extension des pistes et parkings dans plusieurs autres aéroports nationaux, notamment celui de Ndolo. Sous sa férule, sept avions supplémentaires ont été acquis pour consolider la flotte de Congo Airways.

L'effectivité de la gratuité de l'enseignement inscrite à l'article 44 de la Constitution du pays, depuis son adoption en 2006, aura

décidément été le grand succès du mandat de Félix Tshisekedi durant les trois premières années de son quinquennat.

En effet, l'on estime à près de 4 millions le nombre d'enfants ayant regagné le chemin de l'école. Afin de pallier au surpeuplement des classes lié à cette gratuité scolaire, le gouvernement s'emploie à construire de nouvelles écoles.

Autre fait positif à mettre à l'actif du Chef de l'Etat, c'est sa flexibilité sur la question de la bonne gouvernance avec, son corollaire, la lutte contre la corruption. Sur ce volet, Félix Tshisekedi s'est employé à redynamiser certaines structures étatiques hier encore apathiques, à l'instar de l'Inspection Générale des Finances (IGF).

À côté de cette structure, il a créé l'Agence de Prévention et de Lutte contre la Corruption (APLC) afin de répondre à l'impératif de contrôle de l'utilisation des fonds des contribuables par les différentes institutions du pays. Entre-temps, la justice qui demeure encore le maillon faible de la chaîne, fait l'objet de différentes réformes afin qu'elle soit consciente de son rôle et de son indépendance.

Toutefois, le procès dit de 100 jours ayant mis à nu la magouille ayant entouré l'exécution du projet y afférent est un signe qui ne trompe pas : c'est que la justice congolaise a besoin de transformation pour dire le droit et le bon droit à travers des réformes courageuses à mettre en œuvre au niveau des structures et de ses animateurs suivant le principe «l'homme qu'il faut à la place qu'il faut».

LA PAIX À L'EST, UNE GAGEURE

À propos du climat d'insécurité permanente et récurrente qui sévit à l'Est du pays au point de menacer son intégrité territoriale, Félix Tshisekedi en a fait son cheval de bataille tout au long de ses trois premières années de mandat.

Au mois de mai 2021, il a décrété l'état de siège dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri

conformément à l'article 85 de la Constitution. Les résultats ont encouragés. Les FARDC (Forces armées de la République Démocratique du Congo) ont progressivement réussi à faire bouger les lignes et à reprendre plusieurs bastions jadis occupés par l'ennemi. Des chefs de bande ont été neutralisés, et plusieurs éléments des forces négatives se sont rendus.

Au plan économique, les réserves de change ont atteint plus de 3,3 milliards de dollars américains, un record jamais atteint dans l'histoire du pays. Le cadre macroéconomique est demeuré stable en 2021.

Sur le marché des changes, le taux officiel s'est fixé à 1.992,41 FC pour un dollar américain. Une constance qui vaut des éloges. La RDC a, dans la foulée, renoué le contact avec les institutions de Bretton Woods, qui lui a permis de bénéficier des financements nécessaires en termes d'appuis budgétaires et autres. Le pays a bénéficié de la part de ses partenaires extérieurs multilatéraux, des engagements de l'ordre de 4,5 milliards de dollars américains. Un niveau record dans l'histoire récente du pays !

Il est vrai que cette embellie économique tarde à être ressentie dans l'assiette du Congolais. Des efforts sont en train d'être capitalisés pour atteindre cet objectif à travers notamment le Programme accéléré de lutte contre la pauvreté et les inégalités en RDC lequel vise, dans cinq ans, à faire sortir 20 millions de Congolais de la pauvreté.

DES ACTIONS SOCIALES QUI COMPTENT

Les actions sociales initiées par Félix Tshisekedi en trois ans sont légion et inqualifiables. De la mise à la disposition des militaires et policiers des logements sociaux aux normes requis à l'électrification de la ville de Zongo au Sud-Ubangi, cinquante ans après sa création, en passant par la relance du parc agro-industriel de Bukanga Lonzo, la réhabilitation des homes

d'étudiants de l'Unikin, la réfection de la prison de Makala, la réduction du coût du billet d'avion, la réinsertion sociale des jeunes marginaux au Centre pilote de Kaniama Kasese, etc, toutes ces actions procèdent de la volonté inébranlable du garant de la nation d'améliorer la qualité de vie du Congolais.

Dans les secteurs de l'eau, de l'électricité et de la santé, plusieurs projets sont, soit en cours de finalisation soit, en exécution, à l'image des usines de Lemba Imbu à Kinshasa Ouest d'une capacité de 35.000 mètres cube par jour, ainsi que de Binza Ozone, d'une capacité de 110.000 mètres cubes par jour dont l'opérationnalisation pourra soulager de nombreuses familles à Kinshasa. La reprise des travaux de la Centrale hydroélectrique de Katende à l'arrêt depuis des lustres, fait aussi partie intégrale de l'agenda social du Chef de l'Etat qui entend offrir le meilleur pour son peuple.

UNE DIPLOMATIE AGISSANTE

La RDC a bénéficié des retombées de la présidence africaine de Félix Tshisekedi à travers la redynamisation de sa diplomatie en hibernation depuis de longues années. Le pays est redevenu fréquentable et a retrouvé sa place dans les instances internationales. Sous son égide, la voix de l'Afrique a été portée au niveau international, surtout dans le contexte de Covid-19, pour réclamer les meilleures conditions de lutte contre la pandémie et de relance des économies nationales africaines.

Il aura été de tous les sommets et forums où se discutait l'avenir du continent. Partout où il est passé, il a plaidé pour plus de moyens financiers en faveur de l'Afrique pour soulager, tant soit peu, des Etats empêtrés dans des situations de surendettement à cause des effets pervers de la pandémie.

Alors qui a dit que le bilan de trois années de gestion de Félix Tshisekedi était famélique ?

CELLCOM/ PRESIDENCE

24 janvier 2019-24 janvier 2022

UDPS : trois ans de pouvoir, trois ans de manipulation !

Ce parti fait exactement tout ce qu'il disait combattre depuis 1982. En trois ans seulement de pouvoir, il se livre de façon ostensible aux violations des droits de l'homme, aux détournements des deniers publics, à la corruption, au culte de la personnalité, tout en se targuant des succès se révélant pourtant des bides : gratuité de l'enseignement fondamental, état de siège, percée diplomatique... Le bilan des trois ans se résume à un enrichissement précoce des membres de la cour présidentielle et une paupérisation accentuée de la population.

Parus récemment, deux articles portant les titres «*Frappeurs, chekouteurs et creuseurs aux commandes de la RD Congo*» et «*Mike Hammer contre certains patriotes congolais : Les raisons de l'acharnement !*» mettent à mal, mieux à nu le système de prédation installé par l'UDPS depuis janvier 2019 avec pour l'un des effets collatéraux des incidents impliquant Jean-Marc Kabund : l'étalage du luxe insolent dans lequel vit ce dernier.

Par ce luxe, le parti a ôté tout doute raisonnable sur sa capacité de produire le progrès social escompté de l'union pour la démocratie. Trois ans de pouvoir auront ainsi suffi à ruiner, à trahir les idéaux des 37 ans de lutte certifiée UDPS.

Question : pourquoi Kabund a fait le choix de se servir, lui qui prônait des valeurs ? Il doit certainement avoir assisté aux antivaleurs qui se développent autour de Félix Tshisekedi avec en prime l'enrichissement précoce par voies illicites.

La veille du 3^{ème} anniversaire de sa prise du pouvoir (24 janvier 2019-24 janvier 2022), les deux articles font tomber des écailles.

VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME ÉLÉMENTAIRES

La dernière des violations en date des droits de l'homme est la répression brutale et disproportionnée de la manifestation organisée à Lubumbashi le 18 janvier 2022 en faveur du pasteur Daniel Ngoyi Mulunda, en détention depuis janvier 2021 à la prison de Kasapa pour cause d'incitation tribale. A l'instar des notables du Katanga, dont Moïse Katumbi et Jean-Claude Muyambo, Mgr Fulgence Muteba a dénoncé cette répression en des termes durs.

A Kinshasa, les manifestations initiées par des forces politiques et sociales sont soumises à l'humeur du gouverneur de la ville. Tantôt, elles sont autorisées puis

annulées, tantôt c'est l'inverse, et cela le même jour. A Goma, Bunia, Bukavu etc., les autorités usent du même caprice, si bien que l'UDPS – autrefois championne du respect intégral des droits de l'homme – en devient maintenant le bourreau.

DÉTournement DES DENIERS PUBLICS

«*Il ne reste qu'une poignée de fonctionnaires du Fonds Monétaire International, de la Banque Mondiale et l'Union Européenne pour s'extasier sur les performances des gouvernants de la République Démocratique du Congo*», conclut l'auteur de l'article «*Frappeurs, chekouteurs et creuseurs aux commandes de la RD Congo*», après avoir fait étalage de quelques-unes des dépenses effectuées rien qu'en 2021 : 6 millions USD pour la dernière tournée du président au Kasai, 1,5 million pour la 8^{ème} conférence des gouverneurs de province. Près de 15 millions pour affrètement des avions au pays et à l'étranger, 11,6 millions USD pour couvrir le séjour du couple présidentiel en Belgique, en Allemagne, en Italie et en Turquie, etc. Et l'auteur de conclure : «*De tous les documents relatifs à la gestion de la République Démocratique du Congo, le fichier des dépenses publiques de l'exercice 2021 est le plus accablant*».

CORRUPTION

Dans le même article, l'auteur décrit la dérive financière du pays entretenue par le Président Félix Tshisekedi en faveur de l'Union sacrée de la nation, regroupement politique jusque-là sans statuts ni règlement intérieur, sans adresses ni papier à en-tête. Chaque mois, une dotation avoisinant 7.500.000 USD est octroyée aux deux chambres du Parlement, en plus d'un fonds spécial d'intervention mensuel de 2.200.000 USD alloué au tandem Mboso-Kabund.

N'est pas pris en



compte le don présidentiel des véhicules Hyundai-Palisade.

GOVERNANCE FINANCIÈRE

Structure dépendant du président de la République, l'Inspection générale des finances pratique la discrimination en se montrant très sévère quand il s'agit de fouiner dans la gestion des membres du régime précédent mais «*lente à la colère, riche en bontés*» à l'endroit des membres du régime actuel. «*Avec l'IGF, la tartufferie dans la gestion des dépenses publiques atteint un niveau inédit*», dénonce l'auteur.

GRATUITÉ DE L'ENSEIGNEMENT

Disposition constitutionnelle, la gratuité de l'enseignement fondamental telle que Félix Tshisekedi l'avait proclamée en 2019 avait été présentée en chantier phare du nouveau régime. Le chef de l'Etat s'était vanté et réjoui du retour à l'école des 4 millions d'enfants alors que ces statistiques ne reposaient sur rien de concret.

Par contre, le concret pour les années scolaires 2019-2020 et 2020-2021 était plutôt la déperdition scolaire. C'est pour éviter la persistance de celle-ci au cours de l'année 2021-2022 que le régime s'est résigné à la formule de graduation de la gratuité autrefois préconisée par le régime Kabila.

Le fait d'ailleurs de voir la Banque mondiale adopter profil bas depuis l'annonce de ses premiers apports prouve que l'enthousiasme du début est tombé.

ETAT DE SIÈGE

Le 19 janvier 2022 est

intervenu la 15^{ème} prorogation de l'état de siège au Nord Kivu et en Ituri. En sollicitant en décembre dernier le concours de l'armée ougandaise pour renforcer les FARDC dans la traque des rebelles ougandais de l'ADF opérant en RDC, le Président Félix Tshisekedi confirme l'échec de son initiative.

D'ailleurs, la province du Sud-Kivu, qui n'a pas été placée sous ce régime d'exception pour des raisons connues de lui seul, est aujourd'hui en proie à une insécurité intensifiée avec les affrontements intercommunautaires et les incursions des forces et des rébellions burundaises. Chose étrange : le chef de l'Etat ne convoque ni le Conseil supérieur de la défense, ni le Haut commandement de l'armée pour traiter de la question.

PERCÉE DIPLOMATIQUE

Pour des pays comme les nôtres, une percée diplomatique se concrétise par le résultat en termes d'investissements. En trois ans, Félix Tshisekedi a effectué une multitude de missions en Afrique, en Amérique, en Asie et en Europe. Il n'en a ramené rien de concret pour son pays. Pire : il s'est entendu dire par Mike Hammer qu'il n'y aura pas d'investissements américains en RDC pour cause de corruption.

Il reste à constater que les investissements en cours de réalisation au pays (routes nationales, eau, électricité etc.) ont été négociés sous Joseph Kabila Kabange.

CULTE DE LA PERSONNALITÉ

Les amateurs des réseaux sociaux en ont ri sous cape : la veille du lancement du charroi automobile de

TransAcademia – société créée pour le transport des étudiants – deux visuels ont été précipitamment retirés des bus affectés au transport des étudiants : l'effigie de Félix Tshisekedi et l'indication «*Don du président de la République*».

L'amplification des réactions négatives ont eu raison de sa volonté d'imposer son image à l'opinion. Déjà, dans les réseaux sociaux circule l'échantillon d'une coupure de 50.000 FC avec l'effigie non pas d'Etienne Tshisekedi, mais de Félix Tshisekedi.

Or, depuis sa création en 1982, l'UDPS a toujours marqué son opposition au culte de la personnalité. Et voilà qu'une fois au pouvoir, ce parti s'y prête avec une certaine allégresse, une certaine délectation.

ECHÉANCE 2023 PAVÉE D'INCERTITUDES

Le message est édifiant. Trois ans au pouvoir auront suffi pour le prouver : le parti devenu présidentiel le 24 janvier 2019 ne s'est jamais véritablement préparé à l'exercice du Pouvoir d'Etat. Les empoignades suscitées par l'affaire Kabund n'est rien d'un conflit idéologique ou politique.

C'est une affaire de sous entre ceux qui veulent se servir vite et bien parce que pour eux, l'échéance 2023 est pavée d'incertitudes. Ils se souviennent, eux, de la prédiction de Mike Hammer : Félix Tshisekedi est un président de transition.

Une transition qui s'arrête dans deux ans.

BARNABÉ KIKAYA BIN KARUBI
ANCIEN MINISTRE, ANCIEN
AMBASSADEUR, ANCIEN DÉPUTÉ,
PROFESSEUR À L'UNIKIN

Ibrahima Maïga : « Le Burkina Faso est dans une situation spécifique »

Le coup de force à Ouagadougou du lundi 24 janvier 2022 a-t-il eu un élément déclencheur ? Est-ce une surprise ? Décryptage à chaud des événements.

Après un week-end de manifestations et de mouvements d'humeur dans plusieurs casernes du pays des hommes intègres, le 24 janvier 2022, des militaires burkinabès ont destitué le président Kaboré. En uniformes, des militaires du Mouvement patriotique pour la sauvegarde et la restauration (MPSR) ont annoncé leur prise de pouvoir au Burkina Faso lundi soir à la télévision. Lisant un communiqué signé du lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba, président du MPSR qui assure désormais le pouvoir, un capitaine a également annoncé la fermeture des frontières dès minuit, la dissolution du gouvernement et de l'Assemblée nationale, ainsi que la suspension de la Constitution. Les putschistes se sont engagés au « retour à un ordre constitutionnel » dans « un délai raisonnable ».

Cependant, depuis 2015, le Burkina Faso est dans l'œil du cyclone des djihadistes, avec une multiplication des attaques. Plusieurs manifestations de colère ont eu lieu ces derniers mois dans différentes villes. L'état-major militaire a été plusieurs fois remanié pour calmer les soldats et les populations. Le président Kaboré était de plus en plus seul. Président d'honneur et membre fondateur du collectif issu de la Société civile « Sauvons le Burkina Faso », Ibrahima Maïga, en observateur politique averti, décrypte pour Le Point Afrique l'évolution de la situation.

Comment analysez-vous les événements en cours ?

Les mutineries, l'arrestation du président Kaboré et tout ce qui se passe actuellement ne sont que la conséquence de la démission du gouvernement. Il faut bien comprendre que ce gouvernement avait l'opportunité de réussir s'il avait avec lui l'ensemble des forces vives de la nation autour de l'idéal de la patrie. Mais force est de constater qu'en plus de n'avoir pas réussi à unir les citoyens, ils n'ont pas pu faire de grandes avancées dans la lutte contre l'insécurité et dans la lutte contre les djihadistes. Et certaines décisions du président ont pu être assimilées à une démission totale.

Qui sont les mutins qui détiennent le président ?

Ces mutins, ce sont de jeunes cadres dynamiques qui veulent trouver des solutions face à la situation sécuritaire que nous traversons et mettre un terme à la situation de division dans laquelle le Burkina Faso est plongé depuis l'arrivée de Roch Marc Christian Kaboré au pouvoir. Il y a deux fronts ouverts : politique et militaire. Ce qu'ils peuvent faire dans un premier temps, c'est prendre contact avec l'ensemble des acteurs de la vie politique du pays sans exception, quand ils feront ça, je pense que ça ira. L'autre défi pour les mutins est de faire comprendre aux plus jeunes que ce n'est pas la coopération avec la France ou avec la Russie qui fera la

différence. Ce qui fera sens, ce sera la voie que nous allons prendre en tant que peuple burkinabè et de sacrifier ce que nous serons prêts à consentir pour que notre pays puisse s'en sortir.

Est-ce vraiment le bon moment alors que le pays est traversé par de nombreuses crises et aussi en observant ce qui se passe pour les autres États qui ont connu un coup d'État ces dernières années ?

Le Burkina Faso est dans une situation spécifique. Déjà, vous savez, c'est un petit pays comparé aux autres. En plus de ça, la grande majorité du territoire national est tombée entre les mains des groupes armés, et le régime ne faisait aucun effort pour que ça s'arrête. Au contraire, ils ont politisé l'armée, ils l'ont divisée, et ça a fait une armée inefficace. Dans le contexte du Burkina Faso, c'est un pays qui est déjà couché, et quand on est couché, on ne peut pas tomber parce qu'on est déjà à terre. Je suis convaincu que c'est le bon moment pour le pays afin qu'il se donne un nouvel espoir, et qu'il retrouve ses repères.

Quels sont les griefs à l'encontre du président Kaboré ?

Que des gens meurent en temps de guerre, on peut le comprendre, mais que le chef de l'État ne se soit rendu une seule fois en six ans aux obsèques d'aucun de ces soldats morts, ce n'est pas compréhensible. Pendant qu'on



Ibrahima Maïga, ancien directeur de publication, analyste politique et acteur de la société civile. © DR

dépense des dizaines de millions de francs CFA pour acheter des voitures pour des ministres, on envoie des soldats ou des gendarmes sur les théâtres de l'opération le ventre vide. Je sais de quoi je parle, puisque des soldats envoyés à Inata dans le Nord m'ont fait parvenir toutes les preuves de leurs appels au secours adressés à leur hiérarchie et encore plus haut sans que personne n'intervienne sur leur cas. Ils attendaient depuis quinze jours au moins un ravitaillement en vivres, avant qu'ils ne se fassent massacrer par les djihadistes le 14 novembre 2021. C'est donc cette succession de dysfonctionnements qui a engendré les événements que l'on vit aujourd'hui.

À partir de juin 2021, j'ai compris que la situation allait mal tourner. Parce que, quand on analyse les faits, on comprend qu'il ne s'agit pas d'un problème de compétence de nos soldats, mais de la négligence, et même un abandon on peut dire. Il y avait comme un refus d'agir.

En fait, il y a un paradoxe parce qu'on n'a pas besoin de moyens pour aller, par exemple, aux obsèques nationales rendues aux soldats. On n'a pas besoin de moyens pour aller rendre visite aux blessés de guerre qui sont dans la ville de Ouagadougou, soit à quelques kilomètres seulement du palais présidentiel. L'escorte du président y passe quasi quotidiennement. Mais, en six ans de présidence, Roch Marc Christian Kaboré n'a jamais été voir les blessés de guerre. Pourtant, il y a eu nombre d'hommages nationaux, de

jours de deuil décrétés, etc. Quel que soit l'état de pauvreté dans lequel se trouve l'État burkinabè, on ne peut pas manquer de ressources pour nourrir nos hommes qui sont sur le front en train de se battre. Là où le bât blesse, c'est que les soldats envoyés à Inata, par exemple, étaient déployés pour sécuriser le matériel d'une société minière qui ne fonctionne même pas ! Dire qu'ils se sont fait massacrer avec la faim au ventre.

Au-delà de ce drame, il faut savoir que le budget de l'armée a été multiplié par cinq sous la présidence de Roch Marc Christian Kaboré, sauf que les conditions de vie des militaires ne se sont pas améliorées du tout. La principale raison est d'ordre politique. Au lieu d'utiliser les circuits normaux pour passer les commandes de matériels militaires, on donne des contrats à des sociétés dirigées par des proches du chef de l'État et pas à même de répondre à la commande. Je vous donne un exemple : s'il devait y avoir une attaque de nuit, seul un hélicoptère de Barkhane interviendrait pour savoir ce qui se passe. Pourquoi ? Tout simplement car le Burkina Faso n'a aucun moyen de se défendre parce que nos dirigeants préfèrent détourner les ressources et confier des marchés à des proches au détriment de nos armées.

Est-ce qu'il n'y a pas un effet de mimétisme avec ce qui se passe au Mali ?

Le cas du Burkina Faso est complètement différent du cas du Mali. L'armée malienne a une culture des coups d'État. C'est vrai qu'il y a eu

des coups d'État au Burkina Faso. Toutefois, ces derniers ne sont pas du fait des militaires, mais plutôt des populations qui poussent. En plus, il n'y en a pas eu depuis le départ de Blaise Compaoré en 2015. Nos militaires n'allaient jamais faire un coup d'État si la situation n'était pas arrivée à un point extrême. C'est la survie même du pays qui est en jeu ici et qui est menacée. Il n'y avait pas d'autres alternatives.

Il y a tout de même eu des manifestations de soutien au Mali à la suite des sanctions de la Cedeao ?

C'est parce que la Cedeao ne voit pas le mal qu'elle fait aux populations. Ces sanctions pénalisent plus les populations que les régimes, alors que ce sont ces derniers qui devaient être visés. L'autre élément, c'est le deux poids, deux mesures de la Cedeao que la jeunesse africaine, et en tout cas la jeunesse de la bande sahélienne, rejettent. Alors que les chartes de l'Uemoa et de la Cedeao interdisent les modifications de la Constitution, plusieurs dirigeants, dont notamment le président ivoirien, ont modifié leurs textes et sont restés au pouvoir. Et ce sont les mêmes qui se sont réunis l'autre jour pour sanctionner un autre régime, c'est ce qui était inacceptable. Avec les tensions actuelles entre la France et le Mali, beaucoup ont l'impression que la Cedeao est en train de mener une guerre par procuration au nom de la France contre le Mali.

Et comment expliquez-vous ce qui s'est passé autour du convoi militaire français à Kaya ? C'était le même mouvement anti-présence française qu'au Mali ?

Il s'agissait d'une manipulation totale de la part du gouvernement burkinabè. En réalité, un mouvement était en train de s'organiser pour demander le départ du président Kaboré, à la suite justement de l'attaque d'Inata. Et tout a été fait pour que l'attention soit mise ailleurs, et notamment sur ce convoi français. L'idée était de détourner l'attention des populations et aussi de dire que le chef de l'État s'est opposé aux Français, le présenter comme celui qui a résisté, donc de mobiliser les jeunes autour de sa personne.

PROPOS RECUEILLIS PAR VIVIANE FORSON (LE POINT AFRIQUE)

Pourquoi l'escalade des tensions entre l'Ukraine et la Russie inquiète les Occidentaux?

Doit-on s'attendre au pire en Ukraine ? L'Amérique en a bien peur. Washington a placé jusqu'à 8.500 militaires en état d'alerte. Ils pourraient être déployés au sein des troupes de l'OTAN en cas d'invasion de l'Ukraine par la Russie, a annoncé, lundi 24 janvier, le porte-parole du Pentagone, John Kirby. Qu'est-ce qui se passe à la frontière russo-ukrainienne ? Décryptage.

ECONEWS AVEC AFP

Ce qui était qualifiée d'«*incursion mineure*» est aujourd'hui présentée comme une «*possible invasion*». Washington a revu à la hausse ses préoccupations quant à la crise ukrainienne. Alors que Kiev anticipe une action des forces armées russes dans la région du Donbass, Moscou démentit toute intention belliqueuse mais a jugé «*très élevé*» le risque d'une offensive des troupes ukrainiennes contre les séparatistes prorusses.

QUELLES SONT LES DERNIÈRES MANŒUVRES RUSSES?

Mi-janvier, l'Ukraine avait affirmé avoir des «*preuves*» de l'implication de la Russie dans une cyberattaque d'ampleur ayant visé plusieurs sites gouvernementaux. Cette cyberattaque, menée au début du mois, avait visé les sites de plusieurs ministères ukrainiens, restés inaccessibles plusieurs heures. Un sabotage que Kiev impute à Moscou dont elle accuse également d'avoir déployé près de 100.000 soldats à sa frontière en vue d'une agression.

«*Il y a un risque, et certains disent même que la guerre a déjà commencé. Non pas la guerre classique mais la guerre hybride par le piratage*», décrypte Ulysse

Gosset, éditorialiste politique internationale pour BFMTV, «*une nouvelle guerre qui précéderait la vraie guerre et peut-être l'incursion des forces de Vladimir Poutine en Ukraine*».

Selon le ministère ukrainien de la Transformation numérique, l'objectif de cette cyberattaque est «*non seulement d'intimider la société*», mais aussi de «*déstabiliser la situation en Ukraine*» en «*sapant la confiance des Ukrainiens dans leur pouvoir*» avec de «*fausses informations sur la vulnérabilité des structures informatiques d'Etat*».

La Russie est en effet accusée par les Occidentaux d'avoir massé ces derniers mois des dizaines de milliers de soldats à la frontière ukrainienne et de préparer une invasion imminente de son voisin dans la région du Donbass.

DANS QUEL CONTEXTE SE DÉROULE CETTE NOUVELLE ESCALADE?

Kiev et Moscou sont à couteaux tirés depuis l'annexion par la Russie en 2014 de la péninsule ukrainienne de Crimée, suivie d'une guerre dans l'Est de l'Ukraine avec des séparatistes prorusses (plus de 13.000 morts) dont le Kremlin est considéré, malgré ses dénégations, comme le parrain militaire.

Le 28 novembre, l'Ukraine assure que la Russie a massé près de 92.000 soldats à ses frontières, pour une offensive fin janvier ou début février. Les autorités russes nient cette intention, accusant en retour l'Ukraine de masser des troupes dans l'Est du pays.

QUELLE EST LA RIPOSTE DE KIEV?

Inquiète d'une éventuelle invasion par Moscou mais également d'un renversement du pouvoir en place, l'Ukraine a fait savoir qu'elle allait «*continuer à démanteler*» tout groupe prorusse au sein du pays.

Le chef de l'Etat ukrainien Volodymyr Zelensky a également appelé lundi l'Union européenne à rester unie face à la Russie. «*L'Ukraine ne cédera pas aux provocations mais au contraire, elle gardera le calme avec ses partenaires*», a-t-il ajouté.

QUELLE RÉPONSE DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE?

Alors que les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Australie ont successivement annoncé le retrait d'une partie du personnel de leurs ambassades à Kiev, l'Otan a annoncé placer des forces en attente et envoyer des navires et des avions de combat pour renforcer ses défenses en Europe de l'Est. Dans le même temps les médias américains ont rapporté que les États-Unis étudient l'envoi de quelque 5000 militaires dans les pays baltes et d'Europe orientale de l'Otan.

La Russie exige pour sa part un engagement écrit sur le non-élargissement de l'Otan à la Géorgie et demande un retrait des forces et des armements de l'Alliance atlantique des pays d'Europe de l'Est ayant rejoint l'Otan après 1997, notamment de Roumanie et Bulgarie. Des demandes inacceptables pour les Occidentaux. «*Les tensions sont exacerbées par les annonces et les actions concrètes des États-Unis et l'Otan*», a pour sa part déploré le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, dénonçant «*une hystérie*» en Europe sur une supposée invasion russe imminente de l'Ukraine.

«*L'impasse diplomatique est totale et cela inquiète beaucoup de gens*», analyse Ulysse Gosset, «*la pression du Kremlin est forte et réelle tandis que de l'autre côté de l'Atlantique on a un Joe Biden un peu affaibli, âgé et on se demande comment il va réagir*». Appel entendu par l'intéressé? La Maison Blanche a fait savoir que Joe Biden tiendra ce lundi soir une «*visioconférence sécurisée*» avec plusieurs dirigeants européens au sujet de la situation ukrainienne.

COMMENT RÉAGIT LA FRANCE FACE À CE REGAIN DE TENSIONS?

Le ministère des Affaires étrangères a invité lundi les Français qui souhaitent se rendre en Ukraine à reporter les voyages non-essentiels dans le pays.

Dans le contexte des tensions créées par la concentration de troupes russes

aux frontières de l'Ukraine, il est recommandé de faire preuve d'une vigilance renforcée et il est formellement déconseillé de se rendre dans les zones frontalières du nord et de l'est du pays», a précisé le Quai d'Orsay dans un communiqué.

Contrairement aux États-Unis et au Royaume-Uni, la France ne demande pas pour l'heure au personnel de son ambassade ou aux familles de ses diplomates en poste en Ukraine de quitter le pays.

Lors de sa prise de parole la semaine dernière devant le Parlement européen dans le cadre de la Présidence française de l'Union européenne, Emmanuel Macron a indiqué souhaiter «*un nouvel ordre de stabilité et de sécurité*» à «*construire entre Européens*». Une initiative qu'il souhaite «*partager avec nos alliés dans le cadre de l'Otan, puis ensuite le proposer à la négociation à la Russie*».

En attendant, il sera l'un des dirigeants conviés à la visioconférence de son homologue américain et il a déjà annoncé qu'il allait proposer «*dans les prochains jours*» «*un chemin de désescalade*» à son homologue russe Vladimir Poutine, selon l'Elysée. «*Il pense qu'il y a de l'espace pour la diplomatie, pour la désescalade*», a-t-elle ajouté, alors que les bruits de bottes se multiplient autour de l'Ukraine. Dans ce contexte, l'ambassadeur Pierre Vimont, représentant spécial d'Emmanuel Macron pour la Russie, se rendra mardi à Moscou.

Sahara marocain: l'Algérie fait de l'obstruction, sa responsabilité est totale, selon un politologue

ECONEWS AVEC MAP

L'Algérie fait de l'obstruction, sa responsabilité est totale dans le conflit autour du Sahara marocain. Elle se place de nouveau en dehors des décisions et de la volonté de la communauté internationale, a affirmé le politologue et universitaire Mustapha Sehimi.

Dans une analyse destinée à la MAP, intitulée «*Mais que veut l'Algérie?*», M. Sehimi souligne que le conflit artificiel qu'entretient l'Algérie depuis près d'un demi-siècle répond à des préoccupations convergentes de politique intérieure et diplomatiques.

L'Algérie tente de présen-

ter le Maroc comme un ennemi, en gelant et en entravant la dynamique démocratique par le biais de mesures d'exception pour faire face à des «*prétendues menaces*» et mobiliser autour d'une mauvaise «*cause*» prétendument d'autodétermination, rivalisant avec le Royaume pour l'influence et le leadership régional et continental, a-t-il expliqué.

La question du Sahara marocain relève exclusivement du cadre politique défini par l'ONU, a-t-il martelé. Dans ce sens, il a rappelé que le Secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, n'a pas tardé, après la fin de la tournée ré-

gionale de son envoyé personnel, à venir réaffirmer la centralité du processus politique de l'ONU sur la question du Sahara marocain.

Cette réaffirmation du SG de l'ONU est une mise en cause frontale de l'Algérie, qui n'a cessé de clamer qu'elle n'était pas concernée par ce conflit et a dit «*Nor*» au format des tables rondes retenues par le Conseil de sécurité comme cadre de dialogue quadripartite réunissant le Maroc, l'Algérie, la Mauritanie et le mouvement séparatiste. M. Guterres a mis à profit sa conférence de presse de début d'année avec les médias accrédités à l'ONU pour faire le recadrage de la position

onusienne à propos de la question nationale, a-t-il précisé, estimant que l'Algérie devrait commencer par accorder l'autodétermination au peuple algérien avec des élections libres, démocratiques, sincères et transparentes.

Il a dans ce sens rappeler qu'en ce qui concerne les sahraouis réfugiés, ce même pays refuse leur recensement par le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), ce qui leur permettrait d'avoir un statut et ainsi bénéficier de la protection diplomatique des instruments internationaux en cette qualité.

Les Nations unies et le Conseil de sécurité ont validé

les paramètres de négociation (le format des tables rondes, les quatre parties, le règlement politique négocié), réalistes et de compromis, ainsi que la prééminence de la proposition marocaine d'autonomie interne (avril 2007) qualifiée depuis plus de 14 ans de «*sérieuse, crédible et réaliste*», a-t-il ajouté.

M. Sehimi a toutefois relevé que le processus onusien doit se poursuivre alors que l'envoyé personnel du SG de l'ONU Staffan de Mistura, a été en effet mandaté dans ce sens par le Conseil de sécurité sur la base de la résolution 2602 du Conseil de sécurité ainsi que la déclaration du Secrétaire général des Nations unies.

Linafoot D1 : à Likasi, l'US Panda se rassure face à RCK

Devant son public de Likasi (Haut-Katanga), l'US Panda B52 s'est rassuré mardi en battant les Kinois de Racing Club de Kinshasa.

NANA K.

À u championnat d'élite de la Ligue nationale de football (Linafoot), deux rencontres étaient au programme, le mardi 25 janvier 2022. A Likasi, l'US Panda B 52 est venu à bout de l'Académie Club Rangers de Kolwezi sur la note de deux buts à un (2-1). Les buts de l'US Panda ont été marqués par Jean Ilunga et Grâce Khoj à la 65^e et la 70^e minute de jeu. C'est à la 10^e minute que RCK a réduit le score par Ali shabani, sans jamais parvenir à rattraper son retard jusqu'au coup de sifflet final de l'arbitre.

Le même mardi au stade Dominique Diur de Kolwezi, la rencontre qui avait opposé Simba FC de Kolwezi à l'AC Kuya de Kinshasa s'est soldée par un nul vierge (0-0).

En effet, Simba n'arrive toujours pas à remon-

ter depuis cette 27^{ème} édition, affichant au classement provisoire 11 points pour 16 matchs joués.

Ce mercredi à Lubumbashi au stade Frédéric Kibassa Maliba, l'US Tshinkunku de Kananga reçoit le FC Saint Éloi Lupopo, alors qu'à Kinshasa au stade des Martyrs de la Pentecôte, sauf changement de dernière minute, Daring Club Motema Pembe (DCMP) offre son hospitalité à Lubumbashi Sport.



SANGA BALENDE VIENT PÉNIBLEMENT À BOUT DE RCK

Sa Majesté Sanga Balende de Mbuji-Mayi est venue difficilement à bout de Racing Club de Kinshasa

(RCK) en l'emportant par 1-0, lundi au stade Kashala Bonzola, à Mbuji-Mayi, en match avancé de la 19^{ème} journée du 27^{ème} championnat de la Ligue nationale de football (Linafoot).

L'équipe de Mbinza Delvaux, à Kinshasa, a résisté avant de céder dans les dernières minutes de la rencontre sur un but de Matafadi (87^{ème}), un véritable « Nzombo le soir », comme disent les Kinois.

Une victoire, qui permet aux Rouge et or d'empocher 3 points et de monter de la 12^{ème} à la 9^{ème} place avec 17 points en 12 matchs joués, exæquo avec le CS Don Bosco de Lubumbashi, tandis que son adversaire reste cloué à la dernière place du classement provisoire de la Linafoot avec 3 points en 11 matchs livrés.

Sur la route de Qatar 2022 : le stage de Bahreïn sans Bakambu

ECONEWS

Les Léopards de la RD Congo se préparent ardemment pour le tour des barrages qualificatifs pour la Coupe du Monde Qatar 2022. Après le stage de l'Égypte, les fauves se donnent rendez-vous au Bahreïn pour un deuxième stage.

Au total, neuf Léopards sont à la disposition du sélectionneur national Hector Cuper, arrivé lundi soir en compagnie de deux assistants, Fantaguzi Carlos et Favez Mohamed, pour cette première séance d'entraînement, après la mise en forme de dimanche dans la salle de musculation «he Gulf Hôtel Bahrain», sous la direction du préparateur physique Antonio Sariouglou.

Le préparateur des gardiens, Robert Kidiaba, ainsi que trois joueurs du TP Mazembe, Siadi Ngusia Baggio, Luzolo Nsita Ernest et Mundeko Zatu Kévin ont quitté Lubumbashi lundi.

Pour cette préparation, le sélectionneur de la RDC, Hector Cuper, a publié une liste sans certains cadres de la sélection. Pas de Cédric Bakambu ni de Gaël Kakuta pour le stage de Bahreïn. Mais, Dieumerici Mbokani fait partie du groupe.

Il faudra signaler la présence de Théo Bongonda parmi les attaquants. Le joueur évoluant à Genk, en Belgique, va rejoindre, pour la première fois, la tanière des Léopards.

LA LISTE DES LÉOPARDS Gardiens

Kiassumbua Joel (Suisse)
Lomboto Herve (DCMP-RDC)
Mpassi Nzau Lionel (Rodez AY-France)
Siadi Ngusia Baggio (TP Mazembe-RDC)

Défenseurs

Tisserand Marcel (Fenebar-che - Turquie)
Idumba Fasika (Cape Town-Afrique du Sud)
Zola Kiaku Arsene (Berkane-Maroc)
Djuma Shabani (Young Africans-Tanzanie)
Mundeko Zatu Kevin (TP Mazembe-RDC)
Luzolo Nsita Ernest (TP Mazembe-RDC)
Mukoko Amale (Difaa EL Jadida-

Maroc)

Nsakala Fabrice (Besikitas-Turquie)
Milieux
Mika Miché Lupopo (Lupopo - RDC)
Kayembe Edo (Watford-Angleterre)
Ngoma Fabrice (Raja Casablanca-Maroc)
Mukoko Tonombe (Young Africans-Tanzanie)
Bangala Yannick (Young Africans-Tanzanie)

Attaquants

Ngandu Kayamba Joël (Viktoria Plzen-Tchéquie)
Muzungu Lokombe Chadrack (Berkane-Maroc)
Mbokani Dieumerici (Kuwait SC-Koweït)
Lilepo Makabi Glody (AS V.Club-RDC)
Bolasie Yannick (Rizespor-Turquie)
Kimvuidi Kiekie (Karim DCMP-RDC)
Bongonda Théo (Genk - Belgique)

ECONEWS

Journal en ligne et Tri-hebdomadaire d'informations générales

Complexe Nzigi (ex-Muana Nteba),
Local n°50, Kinshasa/
Gombe
Tél : +243 81 904 17 63/
89 301 93 05
+ 243 903185670
E-mail :

kuediasala@gmail.com
www.econewsrdc.com
L'info qui fait échos

DIRECTEUR DE PUBLICATION
Faustin KUEDIASALA

RÉDACTEUR EN CHEF
Hugo TAMUSA

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION
Florent N'LUNDA N'SILU

RÉDACTION GÉNÉRALE
Faustin KUEDIASALA
Hugo TAMUSA
Florent N'LUNDA N'SILU
Véron KONGO
Jonathan MUTADJIRI
Nana Kanku
Olivier Dioso
A.T. MPUU

COLLABORATEUR EXTÉRIEURS
Marc NZATE
Francis Mayuma

WEB MASTER
Tighana MASIALA

PRODUCTION
Michel MASUDI
+243 907314011

COMMERCIAL
John RUSHIMBA

INTENDANT GÉNÉRAL
René LOKOTA

CAN 2022 : le Congolais Jean-Jacques Ndala, arbitre central du match Côte d'Ivoire-Egypte

ECONEWS

L'arbitre international congolais Jean-Jacques Ndala Ngambo a été désigné lundi par la Confédération africaine de football (CAF) pour officier le match Côte d'Ivoire-Egypte des 8^{èmes} de finale de la 33^{ème} Coupe d'Afrique des nations (CAN) de football qui se joue au Cameroun.

Le 8^{ème} de finale entre les Eléphants de Côte d'Ivoire et les Pharaons d'Égypte a lieu ce mercredi 26 janvier à 17h00 au stade de Japoma, à Douala. Jean-Jacques Ndala sera secondé par son compatriote Olivier Safari Kabene.

Ce match sera le deuxième pour le Congolais à la CAN/Cameroun 2021 après celui entre le Cameroun et l'Éthiopie, qui s'est soldé par la victoire des Lions Indomptables du Cameroun (4-0).



L'arbitre congolais, Jean-Jacques Ndala

L'ARBITRE QUI FAIT LA FIERTÉ DE LA RDC

Jean-Jacques Ndala est un arbitre professionnel congolais qui fait parler de lui sur l'échiquier international grâce à ses prestations, sur fond de rigueur et d'objectivité, pendant les rencontres.

À son actif, il a plus 30 matchs internationaux dirigés, en Coupe d'Afrique des Nations, en Ligue des Champions de la CAF, en Coupe de la Confédération et en Coupe du monde de moins de 20 ans. Ce qui fait de lui le seul arbitre congolais à avoir at-

teint ce niveau.

Plutôt discret, M. Ndala est l'un des meilleurs sifflets en Afrique. Pour preuve, il figure sur la liste de six arbitres africains présélectionnés pour le Mondial au Qatar, en 2022. Ses prouesses font parler également de lui en RDC. En 2020, M. Ndala a été désigné meilleur arbitre de la Ligue nationale de football (Linafoot).

Suite à ses prouesses, la commission arbitrale de la CAF (Confédération africaine de football) avait jeté son dévolu sur lui pour officier la prestigieuse finale de la Supercoupe, qui avait mis aux prises les Égyptiens d'Al Ahly et les Marocains du Raja, le mercredi 22 décembre 2021, au stade Ahmad Bin Ali de Doha (Qatar).

L'arbitre congolais a toujours été à la hauteur des événements. Plusieurs spécialistes du football africain apprécient sa rigueur et sa détermination, souligne-t-on.

Coup dur pour les opérations militaires conjointes : le Parlement ougandais bloque le financement

Coup dur pour les opérations militaires, dites « conjointes et concertées », que les Forces armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) mènent dans la partie Est, avec l'appui des troupes ougandaises. A Kampala, l'intervention des militaires ougandais sur le sol congolais dans la traque des rebelles de l'ADF passe pour une pullule amère. Le Parlement ougandais a refusé d'accorder des fonds à son armée pour continuer ces opérations. Les députés ougandais ont posé un préalable avant de faire sauter le verrou : être informé de ce que font les troupes ougandaises en RDC et ce que gagne leur pays avant d'engager des fonds publics dans ces opérations.



Des troupes ougandaises dans la zone opérationnelle dans l'Est de la RDC

ECONEWS AVEC AGENCE ANADOLU

Trois mois après le lancement des opérations militaires dans l'Est de la République Démocratique du Congo, lancées conjointement entre la RDC et l'Ouganda, Kinshasa serait peut-être obligé de revoir ses calculs. A Kampala, les députés ougandais ont posé leur veto, bloquant l'initiative du gouvernement de solliciter des fonds pour financer ces opérations. Les députés ougandais exigent de Kampala des explications nécessaires sur la présence des troupes ougandaises en République Démocratique du Congo (RDC).

La Commission du budget du Parlement ougandais a décidé mardi de suspendre les allocations aux opérations de l'armée ougandaise dans l'Est de la République Démocratique du Congo, jusqu'à ce que le corps législatif soit informé de l'opéra-

tion, a rapporté la presse locale et un compte rendu du Parlement parvenu à l'Agence Anadolu. Les troupes ougandaises sont déployées en RDC, depuis fin novembre 2021.

Le ministère ougandais de la Défense a sollicité 89,7 milliards de shillings (environ 25 millions USD) pour financer les opérations, mais les députés ont déclaré que le Parlement devait être informé avant d'engager des fonds publics dans l'opération.

«Pendant le déploiement de l'armée, le Parlement a été contourné. Nous ne savons pas combien de bataillons se trouvent au Congo. Nous sommes en droit de connaître la stratégie de sortie et les rapports sur les pertes de notre côté», a déclaré le chef de l'opposition, John Baptist Nambeshe.

«Quand nous avons demandé un briefing, ils ont dit que nous n'avions rien à faire avec le Parlement; maintenant,

pourquoi viendraient-ils au même Parlement pour de l'argent ? Pour moi, ma proposition est que cela devrait attendre jusqu'à ce que nous soyons informés», a déclaré le député, Ibrahim Ssemujju, emboitant le pas au chef de file de l'opposition au Parlement.

Le président de la Commission du budget au Parlement ougandais, Patrick Isiyo Opolot, a approuvé les arguments de ses collègues. «Avant de présenter une proposition de financement, nous devons être informés [et vous devez faire un rapport] sur les défis rencontrés», a-t-il déclaré.

Les députés ont, également, plaidé en faveur d'une augmentation de la solde des militaires ougandais, qui, selon eux, pourrait s'avérer utile, compte tenu de l'augmentation

du coût de la vie.

La solde des militaires ougandais a été augmentée pour la dernière fois, en 2014. La rémunération mensuelle actuelle d'un soldat au rang de simple soldat est de 485.000 Shs (140 USD).

Les opérations conjointes de l'armée ougandaise et des forces armées de la République Démocratique du Congo ciblent les rebelles des forces démocratiques alliées (ADF), auteurs du massacre de plusieurs milliers de civils dans la province du Nord-Kivu (principalement le territoire de Beni) et celle de l'Ituri. Les deux provinces congolaises sont frontalières avec l'Ouganda.

L'Ouganda a désigné les ADF comme responsables d'un double attentat-suicide ayant fait trois morts et 33 blessés à Kampala en novembre 2021, trois semaines après deux atta-

ques à la bombe dans la capitale, elles aussi attribuées aux rebelles.

Depuis avril 2019, certaines de leurs attaques sont revendiquées par l'organisation Etat islamique qui désigne le groupe comme sa «province d'Afrique centrale». En mars, les Etats-Unis ont placé les ADF parmi les «groupes terroristes» affiliés à Daech.

Les ADF sont à l'origine d'une coalition de groupes armés ougandais, dont les plus importants étaient opposés au régime du Président Yoweri Museveni.

Ils sont installés dans l'Est de la République Démocratique du Congo depuis 1995. Le déploiement des troupes ougandaises a été précédé par la proclamation de l'état de siège depuis le mois de mai 2021 dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri. Cette mesure a consacré la gestion politique et administrative de ces provinces, de leurs villes et territoires par des officiers supérieurs de l'armée et de la police.

Elle reste critiquée pour son bilan mitigé, marqué notamment par l'accroissement du nombre de victimes et des atrocités. Les Nations Unies qui disposent d'une mission de maintien de la paix en RDC depuis plus de 20 ans ont refusé de participer aux opérations, mais ont déclaré surveiller le respect des droits de l'Homme.

L'ACAJ invite Félix Tshisekedi à remanier son cabinet politique et le Gouvernement

OLIVIER DIOSSO

L'Association congolaise pour l'accès à la justice (ACAJ) appelle le Chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi, à procéder aux remaniements de son cabinet politique et du Gouvernement Sama Lukonde. Elle propose même le remplacement des mandataires publics. Cette ONG de défense des droits de l'Homme le fait savoir dans son communiqué de presse n°003/ACAJ/2022 de lundi 24 janvier dernier.

Elle justifie sa requête par «l'incompétence (pas de maîtrise des secteurs ou manque d'initiative, retard injustifié dans l'exécution des projets...)» dont ont fait preuve certains conseillers et autres membres du cabinet du Président de la République, Félix Tshisekedi, ainsi que des membres de l'équipe gouvernementale Sama Lukonde. D'autres s'étant illustrés par «leur implication dans des cas avérés de corruption (détournements de

deniers publics, enrichissement illicite, conflits d'intérêts, trafic d'influence, favoritisme, entraves au bon fonctionnement de la justice, blanchiment des capitaux...)».

L'ACAJ lui recommande aussi de «veiller à ce que le Gouvernement Sama Lukonde fasse davantage preuve d'efficacité en ce qui concerne la réalisation des chantiers susmentionnés». Et de «promouvoir des nominations basées sur les critères de compétence et d'éthique, pour ainsi donner effet à l'égalité de chance garantie par l'article 12 de la Constitution».

MANDATAIRES PUBLICS À REMPLACER

L'Association congolaise pour l'accès à la justice s'insurge également contre le maintien de la plupart de mandataires publics dans le régime d'intérim. Aussi propose-t-elle de procéder à leur remplacement. Beaucoup d'entre eux ne maîtrisant pas les secteurs d'activités leur confiés, présen-

tant des lacunes injustifiées.

Cette position de l'ACAJ résulte d'un constat malheureux qui part de l'élection présidentielle de 2018 aux trois ans à la tête de l'Etat congolais du président Tshisekedi en passant par la coalition Front commun pour le Congo (FCC)-Cap sur le changement (CACH), devenue une collusion. «Au sortir des scrutins présidentiel, législatif et provincial, signale ACAJ, la cartographie politico-institutionnelle, qui s'était dégagee des résultats publiés par la Commission électorale nationale indépendante (CENI), contrastait étonnamment avec le désir de changement qualitatif voulu et attendu par la majorité de Congolais». Matériellement, fait-on remarquer dans le communiqué, «tous les leviers du pouvoir législatif, aux plans national et provincial, revenaient aux FCC, forces politiques du statu quo, dont le maintien était tant redouté par une large part de la communauté nationale».

ABSENCE D'UNE METHODOLOGIE DE GOUVERNANCE CLAIRE

En dépit de combines, subterfuges et autres manœuvres dilatoires orchestrés par les FCC pour leurs intérêts égoïstes et amener le Président Tshisekedi à échouer durant son mandat, ce dernier est arrivé à se débarrasser de cette coalition empoisonnée. Cela deux ans après. Et c'est durant la troisième année, avec l'avènement du Gouvernement Dama Lukonde, note l'ACAJ, que le Président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo «a impulsé le combat de lutte contre la corruption, même si les magistrats n'arrivent pas à le porter effectivement étant donné que beaucoup d'entr'eux s'y nourrissent et l'entre-tiennent...». Et l'ONGDH de poursuivre : «Nonobstant les efforts louables, entrepris dans le sens de l'amélioration des conditions de vie de la population, notamment en ce qui concerne la gratuité de l'en-

seignement de base et la réduction des prix des billets d'avion, notons que l'absence d'une méthodologie de gouvernance claire rend moins visibles et lisibles les priorités du Gouvernement. C'est à juste titre que nombreux sont des Congolais qui ne cessent de s'interroger aujourd'hui sur l'existence ou non d'un programme cohérent et pertinent, notamment pour les infrastructures de base; la desserte en eau potable et en énergie électrique; l'accès aux soins de santé, la circulation sécurisée des personnes et des biens, l'accès à la justice des moins nantis, et la salubrité publique, surtout dans la ville de Kinshasa».

Tirant ainsi les leçons de tout ce que l'entourage politique du Chef de l'Etat, le Gouvernement Lukonde et les mandataires font vivre aux Congolais, l'ACAJ ne jure que par les remaniements basés sur la compétence, l'éthique et l'amour de servir le pays pour l'intérêt général.